



Institut des comptes nationaux

Comptes nationaux

Comptes trimestriels 2009-II

Contenu de la publication

Les comptes nationaux trimestriels de la Belgique sont élaborés d'après les définitions du Système européen des comptes (SEC 1995).

Les comptes trimestriels sont diffusés en trois étapes. Une première estimation flash de la croissance économique est réalisée 30 jours après la fin du trimestre. Ce chiffre est réestimé 70 jours après la fin du trimestre et diffusé sur le site web de la Banque Nationale de Belgique accompagné de statistiques détaillées sur la composition du produit intérieur brut (valeur ajoutée, dépenses, revenus) et sur le marché du travail. Enfin, 120 jours après la fin du trimestre, l'estimation définitive et complète des principaux agrégats de l'économie est publiée, en même temps que les comptes des administrations publiques.

Cette publication présente les principaux agrégats de l'économie nationale pour le deuxième trimestre de l'année 2009, ainsi qu'une estimation flash du produit intérieur brut du troisième trimestre de 2009. Elle se compose de deux parties: la première donne une brève synthèse des résultats; la seconde présente le détail des résultats corrigés des variations saisonnières et des effets de calendrier (ventilation du produit intérieur brut selon les optiques valeur ajoutée, dépenses et revenus, épargne et solde de financement de la nation; statistiques du marché du travail) et les comptes des administrations publiques.

Les comptes du deuxième trimestre de l'année 2009 et l'estimation flash de la croissance économique du troisième trimestre 2009 ont été établis sur la base des données disponibles au 21 octobre 2009.

© Institut des comptes nationaux
Banque nationale de Belgique, Bruxelles

Tous droits réservés.
La reproduction de cette publication, en tout ou en partie, à des fins éducatives et non commerciales est autorisée avec mention de la source.

ISSN 1783-7294 (print)
ISSN 1783-7308 (online)

Table des matières

Table des matières	3
Synthèse	5
Tableaux et graphiques	9
1 Origine du produit intérieur: valeur ajoutée brute par branche d'activité	10
1.1 Estimations à prix courants	10
1.2 Estimations en euros chaînés (année de référence 2007)	10
2 Affectation du produit intérieur: principales catégories de dépenses	11
2.1 Estimations à prix courants	11
2.2 Estimations en euros chaînés (année de référence 2007)	11
3 Répartition du produit intérieur: principales catégories de revenus	12
4 Revenu disponible, épargne et capacité ou besoin de financement	13
5 Statistiques du marché du travail	14
5.1 Répartition de la rémunération des salariés par branche d'activité	14
5.2 Emploi national: nombre d'indépendants et de salariés	14
5.3 Emploi intérieur: répartition de l'emploi par branche d'activité	14
5.4 Répartition du volume de travail par branche d'activités: salariés	14
6 Comptes non financiers des administrations publiques, estimations à prix courants	15
6.1 Recettes, dépenses et capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques	15
6.2 Evolution des recettes et dépenses de l'ensemble des administrations publiques	16
6.3 Recettes et dépenses de l'ensemble des administrations publiques (données cumulées)	16
6.4 Recettes et dépenses: contribution des composantes à la variation totale à un an d'écart	17
Publications de l'ICN et personnes de contact	19
Remarques générales	23
Signes conventionnels	25
Liste des abréviations	27

Synthèse

L'activité économique a diminué de 0,1 p.c. au deuxième trimestre de 2009

L'activité économique s'est pratiquement stabilisée au deuxième trimestre de l'année 2009 : en volume, le PIB, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, a diminué de 0,1 p.c. par rapport au trimestre précédent. Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, ce résultat accentue toutefois le repli de la croissance, celle-ci s'inscrivant en retrait de 4,2 p.c., alors qu'elle avait diminué de 3,7 p.c. au premier trimestre de 2009.

L'activité est encore en recul dans l'industrie, de 0,8 p.c. par rapport au trimestre précédent (après une diminution de 4,0 p.c. au premier trimestre), et, très modérément, dans les services (baisse de 0,1 p.c., alors qu'elle avait diminué de 1,4 p.c. au trimestre précédent). Dans la construction, en revanche, une légère progression est observée (+0,2 p.c. par rapport au trimestre précédent, contre une baisse de 2,4 p.c. un trimestre plus tôt).

Les dépenses intérieures du secteur privé se sont encore affichées en baisse, en particulier celles des ménages: leurs dépenses de consommation privée ont à nouveau reculé (-0,4 p.c., contre -0,7 p.c. au premier trimestre), de même que leurs investissements en logements, de façon plus marquée (-1,3 p.c.). La formation de capital fixe des entreprises a légèrement diminué, de 0,1 p.c., après un recul de 3,1 p.c. au premier trimestre.

La demande extérieure est également restée en retrait, loin cependant des fortes chutes observées aux deux trimestres précédents: les exportations de biens et services ont diminué de 1,3 p.c., contre 5,3 p.c. au premier trimestre et 9,1 p.c. au quatrième trimestre de 2008.

Au deuxième trimestre de 2009, l'emploi aurait poursuivi son recul par rapport au trimestre précédent (-0,4 p.c.). Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, il est désormais également en baisse, de 0,3 p.c. (soit une diminution de près de 13 000 travailleurs), contre une progression de 0,5 p.c. (plus de 22 000 travailleurs) au premier trimestre.

S'ajustant plus rapidement à la conjoncture, l'évolution du volume de travail des salariés s'est retournée plus tôt que celle de l'emploi, en raison notamment du recours massif à différentes formules - le chômage temporaire principalement - qui permettent de garder les salariés en emploi mais se marquent en revanche dans le nombre d'heures travaillées. A un trimestre d'écart, le volume de travail a poursuivi son repli au deuxième trimestre (-0,5 p.c.).

Bien qu'habituellement, les administrations publiques dégagent un surplus de financement au deuxième trimestre, elles présentent en 2009, pour la première fois depuis 1997, un besoin de financement d'environ 1,1 milliards d'euros selon la définition utilisée dans la procédure des déficits excessifs.

Toutefois, l'ampleur de ce déficit doit être interprétée avec la plus grande prudence. En effet, le report des échéances de paiement en matière de précompte professionnel adopté dans le cadre du plan de relance en vue de préserver la position de liquidité des entreprises et des indépendants rend délicate la mesure de l'évolution des recettes de précompte professionnel. Ces données ont, de ce fait, un caractère très provisoire.

Le résultat négatif est la conséquence d'une diminution des recettes combinée à une forte croissance des dépenses primaires. Le recul des recettes est imputable autant à l'évolution des impôts directs des sociétés, impactés par une forte chute des versements anticipés, qu'à celle des impôts indirects, toujours affectés par la contraction de l'activité économique. L'augmentation des dépenses résulte principalement de la progression des prestations sociales. La prise en compte du remboursement d'impôts des ménages, suite à l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 2 avril 2009 concernant une réduction d'impôt dont étaient exclus certains chômeurs mariés ou cohabitants légaux, explique la croissance des transferts en capital.

et elle a progressé de 0,5 p.c. au troisième trimestre de 2009

Selon la première estimation "flash" du produit intérieur brut (PIB), l'activité économique s'est redressée au troisième trimestre de l'année 2009. En volume, le PIB, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, s'est accru de 0,5 p.c. par rapport au trimestre précédent. Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, le PIB diminue encore de 3,5 p.c., un rythme un peu moins rapide qu'un trimestre plus tôt (-4,2 p.c.).

TABLEAU 1 ÉVOLUTION DU PIB TRIMESTRIEL

(en euros chaînés (année de référence 2007), pourcentages de variation par rapport à la période précédente, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007	2008				2009		
			IV	I	II	III	IV	I	II	III
Par rapport à la période correspondante de l'année précédente ¹	2,8	0,8	2,4	2,0	1,8	1,1	-1,5	-3,7	-4,2	-3,5
Par rapport à la période précédente ¹	3,2	-0,6	0,4	0,5	0,4	-0,2	-2,1	-1,8	-0,1	0,5

Source: ICN

(1) Les chiffres du troisième trimestre de l'année 2009 sont le résultat de l'estimation Flash du PIB

TABLEAU 2 ÉVOLUTION DES AGRÉGATS TRIMESTRIELS

(en euros chaînés (année de référence 2007), pourcentages de variation par rapport à la période précédente, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

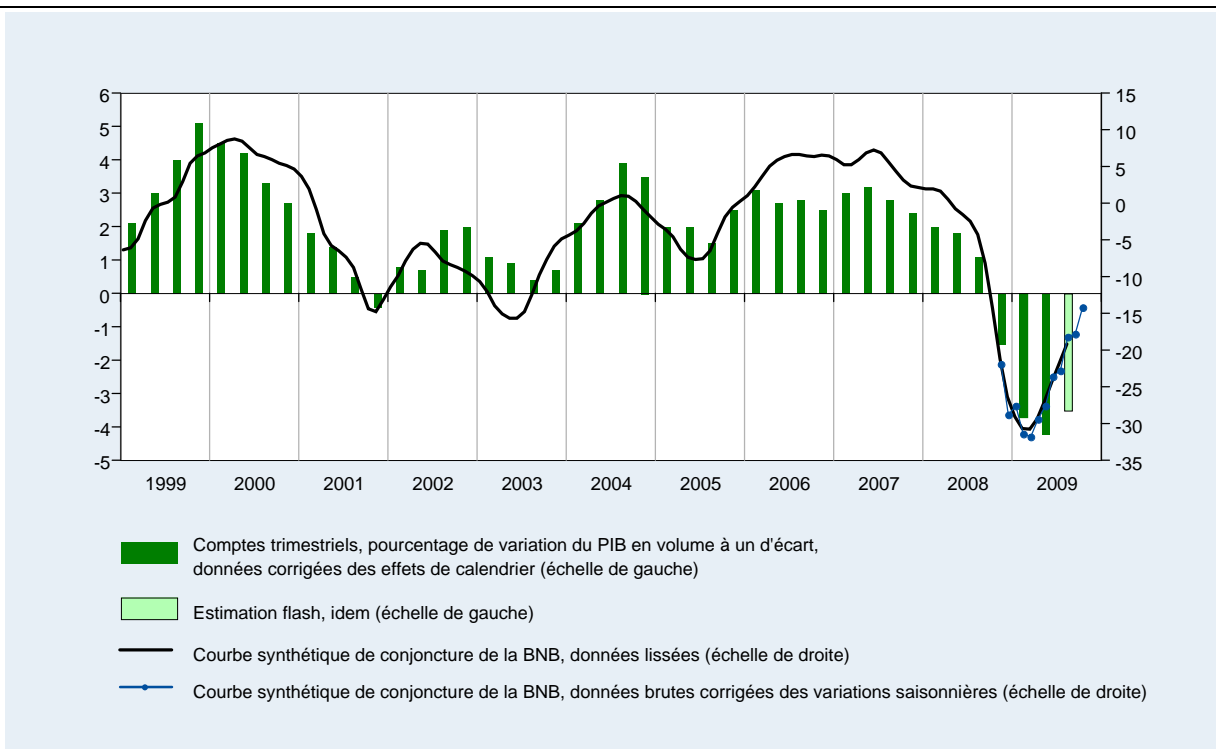
	2007	2008	2007	2008				2009		
			IV	I	II	III	IV	I	II	III
Produit intérieur brut ¹	2,8	0,8	0,4	0,5	0,4	-0,2	-2,1	-1,8	-0,1	0,5
Valeur ajoutée de l'industrie	3,2	-0,6	0,1	0,5	0,1	-0,5	-6,3	-4,0	-0,8	
Valeur ajoutée de la construction	2,2	-0,4	0,4	1,8	-0,5	-0,1	-2,8	-2,4	0,2	
Valeur ajoutée des services	3,0	1,7	0,4	0,6	0,7	-0,1	-1,0	-1,3	-0,1	
Dépenses de consommation privée	1,6	1,0	0,3	0,6	0,2	0,1	-1,2	-0,7	-0,4	
Dépenses de consommation publique	2,6	3,3	0,9	1,0	0,8	0,5	0,7	0,1	0,3	
Formation brute de capital fixe des entreprises	4,5	2,5	0,7	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,2	
Formation brute de capital fixe en logements	2,1	3,3	0,8	0,9	1,0	0,8	0,5	0,7	0,1	
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	10,7	8,0	2,6	3,5	1,5	1,1	-1,0	-2,1	-3,1	
Formation brute de capital fixe totale	5,7	3,8	2,1	1,2	0,6	-0,9	-0,8	-2,4	0,3	
Variation des stocks ¹	0,2	-0,2	-0,2	-0,1	0,0	0,2	-0,6	-0,6	-0,4	
Exportations de biens et services	4,4	1,4	0,4	1,7	2,4	-1,4	-9,1	-5,3	-1,3	
Importations de biens et services	4,4	2,7	0,7	2,1	2,5	-0,9	-8,3	-5,6	-1,1	
Exportations nettes de biens et services ¹	0,2	-1,0	-0,2	-0,3	-0,1	-0,4	-0,7	-0,3	0,5	
Emploi (nombre de travailleurs)	1,6	1,9	0,6	0,6	0,4	0,3	0,1	-0,4	-0,4	

Source: ICN

(1) Les chiffres du troisième trimestre de l'année 2009 sont le résultat de l'estimation Flash du PIB

(2) Contribution à la variation du PIB

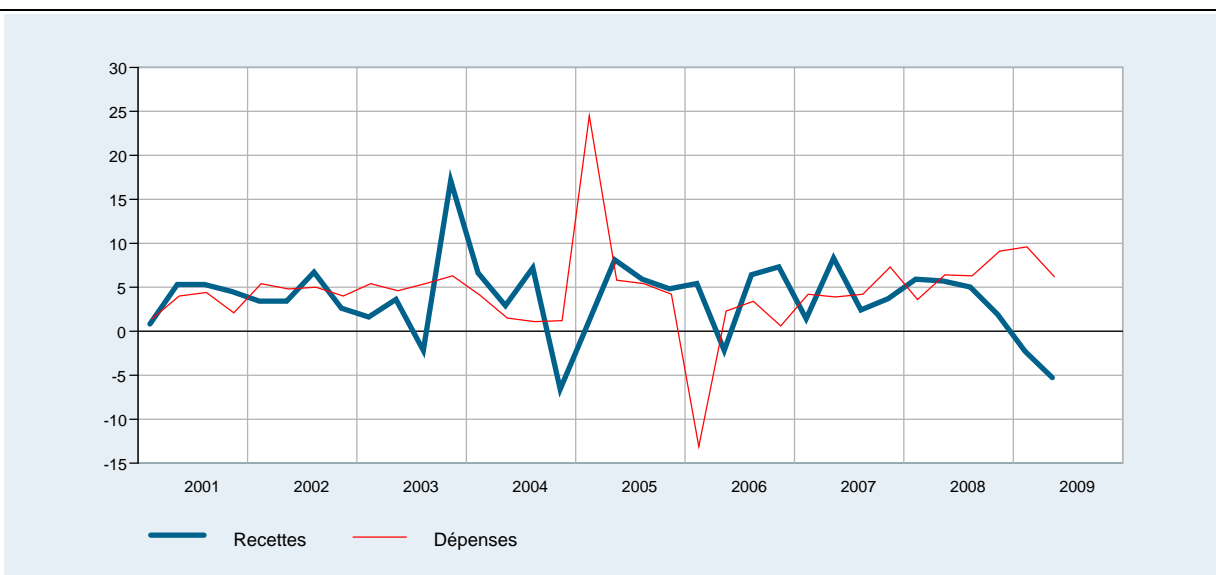
GRAPHIQUE 1 PIB ET ÉVOLUTION CONJONCTURELLE



Source: ICN

GRAPHIQUE 2 RECETTES ET DÉPENSES DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(pourcentage de variation par rapport à la période correspondante de l'année précédente, données brutes)



Source: ICN

Tableaux et graphiques

1 ORIGINE DU PRODUIT INTÉRIEUR: VALEUR AJOUTÉE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

1.1 ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007		2008				2009	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	2.596	2.113	601	634	600	544	495	474	524	475
Industrie	55.279	55.034	13.872	13.880	13.908	14.011	14.009	13.106	12.506	12.448
Construction	15.628	16.129	3.896	3.923	4.024	4.074	4.086	3.945	3.858	3.916
Services										
Commerce, transports et communications	68.365	70.202	17.193	17.370	17.622	17.946	17.807	16.826	16.145	16.223
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	87.067	90.148	22.020	21.996	22.160	22.402	22.715	22.870	22.796	22.802
Administration publique et éducation	40.457	42.680	10.145	10.215	10.393	10.582	10.753	10.953	11.061	11.163
Autres services	28.823	31.260	7.244	7.421	7.629	7.799	7.923	7.909	7.974	7.986
Impôts moins subventions sur les produits	36.745	36.450	9.107	9.300	9.275	9.313	9.242	8.620	8.578	8.964
Produit intérieur brut aux prix du marché	334.959	344.017	84.078	84.739	85.611	86.672	87.031	84.702	83.443	83.976

1.2 ESTIMATIONS EN EUROS CHAÎNÉS (ANNÉE DE RÉFÉRENCE 2007)

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007		2008				2009	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	2.596	2.597	645	643	648	650	653	647	647	647
Industrie	55.279	54.930	13.894	13.914	13.979	13.991	13.915	13.045	12.524	12.426
Construction	15.628	15.573	3.856	3.869	3.939	3.918	3.913	3.803	3.713	3.720
Services										
Commerce, transports et communications	68.365	68.689	17.195	17.281	17.416	17.482	17.239	16.552	15.943	15.952
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	87.067	89.492	21.921	21.965	22.109	22.348	22.479	22.555	22.359	22.226
Administration publique et éducation	40.473	40.990	10.125	10.156	10.196	10.232	10.266	10.296	10.326	10.352
Autres services	28.821	29.457	7.232	7.287	7.323	7.359	7.398	7.377	7.401	7.430
Impôts moins subventions sur les produits	36.745	36.047	9.141	9.245	9.158	9.106	9.021	8.762	8.628	8.724
Produit intérieur brut aux prix du marché	334.959	337.745	83.972	84.319	84.736	85.069	84.873	83.067	81.576	81.509

2 AFFECTATION DU PRODUIT INTÉRIEUR: PRINCIPALES CATÉGORIES DE DÉPENSES

2.1 ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007		2008				2009	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Dépenses de consommation finale privée ¹	170.731	178.991	42.776	43.437	44.282	45.037	45.347	44.325	44.231	43.960
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	74.685	79.947	18.689	18.949	19.400	19.752	20.163	20.632	20.488	20.703
Formation intérieure brute de capital										
Formation brute de capital fixe	72.802	77.647	18.384	18.910	19.207	19.619	19.577	19.244	18.359	18.106
Formation brute de capital fixe des entreprises, indépendants et ISBL	48.146	51.991	12.217	12.709	12.854	13.196	13.180	12.761	12.042	11.745
Formation brute de capital fixe en logements ²	19.274	19.941	4.807	4.888	4.989	5.014	4.985	4.952	4.860	4.776
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	5.382	5.715	1.361	1.313	1.364	1.409	1.412	1.530	1.457	1.585
Variation des stocks	3.718	4.033	969	1.867	1.160	1.260	1.291	321	-199	-991
Exportations nettes de biens et services (exportations - importations)	13.023	3.399	3.260	1.577	1.562	1.004	653	181	564	2.198
Exportations totales	279.504	295.124	70.808	71.427	73.596	76.171	77.081	68.276	61.704	60.805
Importations totales	266.481	291.725	67.548	69.851	72.035	75.167	76.428	68.096	61.140	58.608
Produit intérieur brut aux prix du marché	334.959	344.017	84.078	84.739	85.611	86.672	87.031	84.702	83.443	83.976

¹ Dépenses de consommation finale des ménages et des institutions sans but lucratif (ISBL).

² Travaux de rénovation, droits d'enregistrement et frais d'actes inclus.

2.2 ESTIMATIONS EN EUROS CHAÎNÉS (ANNÉE DE RÉFÉRENCE 2007)

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007		2008				2009	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Dépenses de consommation finale privée ¹	170.731	172.483	42.755	42.898	43.167	43.245	43.295	42.776	42.482	42.309
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	74.659	77.123	18.731	18.899	19.085	19.230	19.335	19.472	19.501	19.558
Formation intérieure brute de capital										
Formation brute de capital fixe	72.802	75.584	18.327	18.708	18.931	19.049	18.874	18.731	18.287	18.351
Formation brute de capital fixe des entreprises, indépendants et ISBL	48.142	51.059	12.172	12.598	12.792	12.933	12.804	12.531	12.144	12.128
Formation brute de capital fixe en logements ²	19.275	18.960	4.802	4.804	4.781	4.746	4.718	4.715	4.685	4.621
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	5.383	5.565	1.352	1.299	1.355	1.368	1.353	1.488	1.463	1.606
Variation des stocks	3.745	2.943	1.047	880	779	742	947	476	-17	-367
Exportations nettes de biens et services (exportations - importations)	13.023	9.613	3.164	2.970	2.738	2.686	2.382	1.807	1.561	2.008
Exportations totales	279.504	283.317	70.190	70.496	71.698	73.414	72.398	65.806	62.318	61.480
Importations totales	266.481	273.704	67.039	67.500	68.927	70.617	69.971	64.190	60.566	59.873
Produit intérieur brut aux prix du marché	334.959	337.745	83.972	84.319	84.736	85.069	84.873	83.067	81.576	81.509

¹ Dépenses de consommation finale des ménages et des institutions sans but lucratif (ISBL).

² Travaux de rénovation, droits d'enregistrement et frais d'actes inclus.

3 RÉPARTITION DU PRODUIT INTÉRIEUR: PRINCIPALES CATÉGORIES DE REVENUS, ESTIMATION À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007		2008				2009	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Rémunération des salariés	167.873	176.283	42.128	42.687	43.229	43.727	44.321	45.007	44.589	44.431
Salaires et traitements bruts	124.312	130.890	31.254	31.620	32.093	32.548	32.903	33.345	32.888	32.855
Cotisations sociales	43.561	45.393	10.873	11.066	11.136	11.179	11.418	11.661	11.701	11.576
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut ¹	129.466	130.532	32.525	32.693	33.158	33.388	33.297	30.690	30.151	30.512
Impôts nets à la production et à l'importation	37.620	37.201	9.425	9.359	9.224	9.558	9.413	9.005	8.702	9.033
Revenu intérieur brut aux prix du marché	334.959	344.017	84.078	84.739	85.611	86.672	87.031	84.702	83.443	83.976

¹ Y compris la consommation de capital fixe (amortissements).

4 REVENU DISPONIBLE, ÉPARGNE ET CAPACITÉ OU BESOIN DE FINANCEMENT, ESTIMATION À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007		2008				2009	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Revenu intérieur brut aux prix du marché	334.959	344.017	84.078	84.739	85.611	86.672	87.031	84.702	83.443	83.976
Solde des revenus primaires du/vers le reste du monde	3.205	2.295	511	787	810	71	728	686	768	748
Revenu national brut	338.164	346.312	84.589	85.526	86.421	86.743	87.760	85.388	84.211	84.723
Consommation de capital fixe	54.076	57.109	13.606	13.785	13.967	14.164	14.376	14.603	14.632	14.662
Revenu national net	284.088	289.203	70.983	71.741	72.454	72.580	73.384	70.785	69.579	70.062
Solde des transferts courants en provenance du / vers le reste du monde	-3.315	-4.525	-1.194	-1.064	-1.109	-1.110	-1.156	-1.150	-1.042	-1.049
Revenu national net disponible	280.773	284.678	69.788	70.677	71.345	71.470	72.228	69.635	68.536	69.013
Consommation finale nationale	245.416	258.938	61.465	62.386	63.682	64.789	65.510	64.957	64.719	64.663
Épargne nationale nette	35.357	25.740	8.323	8.291	7.663	6.681	6.718	4.678	3.818	4.350
Formation brute de capital fixe	72.802	77.647	18.384	18.910	19.207	19.619	19.577	19.244	18.359	18.106
Variation des stocks	3.718	4.033	969	1.867	1.160	1.260	1.291	321	-199	-991
Solde des opérations de capital avec le reste du monde	-250	-279	-54	-53	-86	-62	-99	-32	90	103
Capacité (+) ou besoin (-) de financement de l'économie totale	11.767	-340	2.280	980	892	-399	-189	-643	304	1.948

5 STATISTIQUES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

5.1 RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(concept intérieur, millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007		2008				2009	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	611	642	154	155	158	159	161	163	159	170
Industrie	33.295	33.915	8.301	8.355	8.444	8.410	8.513	8.549	8.210	8.031
Construction	8.290	8.810	2.073	2.125	2.169	2.225	2.210	2.207	2.193	2.182
Services	125.677	132.916	31.600	32.051	32.458	32.933	33.437	34.088	34.028	34.047
Commerce, transports et communications	37.490	39.488	9.430	9.560	9.696	9.804	9.931	10.058	10.078	10.058
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	30.734	32.518	7.762	7.909	7.959	8.068	8.164	8.327	8.075	8.071
Administration publique et éducation	37.399	39.496	9.363	9.469	9.600	9.760	9.961	10.175	10.272	10.314
Autres services	20.054	21.414	5.045	5.113	5.203	5.301	5.381	5.529	5.602	5.604
Rémunération totale des salariés	167.873	176.283	42.128	42.687	43.229	43.727	44.321	45.007	44.589	44.431

5.2 EMPLOI NATIONAL: NOMBRE D'INDÉPENDANTS ET DE SALARIÉS

(milliers de personnes, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007		2008				2009	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Indépendants	706,4	716,6	707,7	710,3	712,9	715,3	717,7	720,2	720,5	720,3
Salariés	3.749,4	3.821,8	3.755,6	3.780,6	3.802,6	3.818,5	3.831,0	3.834,9	3.817,2	3.800,9
Emploi total	4.455,9	4.538,4	4.463,2	4.490,8	4.515,5	4.533,9	4.548,7	4.555,1	4.537,7	4.521,2

5.3 EMPLOI INTÉRIEUR: RÉPARTITION DE L'EMPLOI PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(milliers de personnes, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007		2008				2009	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	81,2	79,7	81,1	80,6	80,3	79,8	79,5	79,2	79,0	79,6
Industrie	621,5	622,6	619,8	621,3	623,3	624,4	623,1	620,2	612,4	601,4
Construction	257,2	263,5	258,2	260,6	262,2	263,4	264,2	264,3	263,0	262,1
Services	3.418,9	3.495,0	3.426,9	3.451,0	3.472,4	3.488,9	3.504,5	3.514,0	3.505,9	3.500,8
Commerce, transports et communications	1.049,5	1.060,0	1.051,4	1.054,6	1.057,9	1.060,0	1.061,2	1.060,6	1.054,9	1.050,4
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	893,0	933,8	897,3	911,6	923,5	930,4	938,1	942,8	932,6	924,1
Administration publique et éducation	772,9	781,8	774,4	776,8	778,6	781,3	783,3	784,1	787,7	790,7
Autres services	703,5	719,4	703,9	708,0	712,4	717,1	721,8	726,5	730,8	735,5
Emploi intérieur total	4.378,8	4.461,0	4.385,9	4.413,5	4.438,2	4.456,5	4.471,3	4.477,7	4.460,3	4.443,8

5.4 RÉPARTITION DU VOLUME DE TRAVAIL PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ : SALARIÉS

(millions d'heures, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007		2008				2009	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	38,1	38,9	9,7	9,8	9,9	9,7	9,7	9,8	9,9	10,1
Industrie	929,4	919,8	232,6	231,9	234,4	233,3	230,8	225,6	217,5	212,5
Construction	304,7	311,6	73,5	75,6	76,4	78,7	76,2	73,8	75,3	75,4
Services	4.067,2	4.135,8	1.016,6	1.022,0	1.028,4	1.031,5	1.032,1	1.032,3	1.029,4	1.027,4
Commerce, transports et communications	1.286,3	1.297,1	321,0	322,3	324,3	325,0	324,3	323,9	321,4	319,3
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	862,1	891,1	227,1	229,4	233,4	233,4	232,3	230,3	225,9	223,3
Administration publique et éducation	1.100,7	1.104,4	277,2	278,1	277,6	278,7	280,0	281,4	283,5	285,0
Autres services	818,2	843,3	191,3	192,3	193,1	194,4	195,5	196,8	198,6	199,7
Volume de travail total (nombre d'heures)	5.339,4	5.406,1	1.332,4	1.339,3	1.349,1	1.353,0	1.348,9	1.341,6	1.332,1	1.325,4

6 COMPTES NON FINANCIERS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES, ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

6.1 TABLEAU SYNOPTIQUE DES RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ OU BESOIN DE FINANCEMENT DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(millions d'euros, données brutes)

	2007	2008	2007		2008				2009	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	145.027,1	150.765,5	32.501,0	42.150,3	31.454,2	42.652,1	33.977,0	42.682,2	30.479,7	39.689,5
Impôts directs	54.599,3	57.058,2	11.591,5	16.702,1	9.153,5	18.997,9	12.089,1	16.817,6	8.656,6	16.431,8
Ménages	42.251,9	44.836,8	9.200,0	11.903,6	8.345,1	14.180,9	9.729,4	12.581,4	7.737,2	13.315,4
Sociétés	12.127,5	12.060,0	2.325,4	4.727,5	784,4	4.748,3	2.324,6	4.202,7	900,0	3.081,6
Autres secteurs	219,9	161,4	66,1	71,0	24,0	68,7	35,1	33,6	19,5	34,8
Impôts indirects	42.679,9	43.261,0	10.298,6	11.675,1	10.241,3	11.117,8	10.457,2	11.444,7	9.522,3	10.698,5
Cotisations sociales effectives	45.532,2	48.076,2	10.042,5	13.214,3	11.462,4	11.936,3	10.815,1	13.862,5	11.771,7	11.987,4
Impôts en capital	2.215,7	2.370,1	568,4	558,8	597,0	600,1	615,6	557,4	529,1	571,8
Cotisations sociales imputées	7.111,8	7.528,3	1.787,4	1.811,4	1.837,7	1.866,0	1.896,2	1.928,3	1.962,3	1.991,2
Intérêts reçus	740,2	949,1	194,7	202,9	222,9	240,0	238,5	247,7	242,3	238,6
Autres revenus de la propriété	1.399,3	1.676,7	123,8	212,9	158,7	1.082,3	173,9	261,7	100,5	1.218,6
Transferts courants en provenance des autres secteurs	1.304,7	1.349,6	268,4	444,2	283,8	293,4	288,9	483,5	277,5	289,5
Ventes courantes de biens et services produits	5.545,2	5.768,4	1.390,4	1.404,7	1.422,2	1.437,2	1.449,6	1.459,4	1.466,6	1.548,9
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	160,3	160,1	35,2	106,6	50,9	18,8	25,2	65,2	26,1	-2,9
Total Recettes	161.288,6	168.197,7	36.300,9	46.332,9	35.430,4	47.589,8	38.049,4	47.128,0	34.555,2	44.973,4
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	139.696,4	149.631,7	33.734,1	35.549,5	36.865,8	37.668,9	36.151,3	38.945,8	39.518,7	40.069,1
Rémunérations des salariés	39.336,4	41.552,4	9.224,9	10.367,0	10.037,5	10.440,1	9.823,8	11.250,9	10.739,8	11.021,1
Consommation intermédiaire et impôts payés	12.035,9	12.709,7	2.952,0	3.016,8	3.145,8	3.134,1	3.088,2	3.341,7	3.142,3	3.128,1
Subventions aux entreprises	6.398,6	7.130,5	1.633,8	1.689,7	1.739,4	1.776,6	1.801,2	1.813,2	1.812,8	1.811,4
Prestations sociales	74.797,0	80.248,5	18.218,0	18.734,1	19.629,1	20.515,8	19.659,0	20.444,6	21.426,2	22.170,9
En espèces	51.545,6	54.745,8	12.696,0	12.747,4	13.055,5	14.207,8	13.592,7	13.890,0	14.283,6	15.337,1
En nature fournies par des producteurs marchands	23.251,4	25.502,7	5.522,1	5.986,6	6.573,7	6.308,0	6.066,3	6.554,7	7.142,6	6.833,8
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	3.655,7	4.186,2	884,4	927,0	1.101,0	1.054,2	1.005,4	1.025,5	1.221,3	1.102,0
Transferts courants aux entreprises	170,1	175,2	42,5	42,9	43,5	43,8	44,0	44,0	43,8	43,7
Transferts courants au reste du monde	3.302,7	3.629,2	778,4	772,1	1.169,4	704,3	729,7	1.025,8	1.132,5	791,9
Charges d'intérêts	12.978,9	13.170,6	3.303,1	3.244,1	3.267,9	3.287,1	3.253,4	3.362,3	3.263,7	3.159,2
Dépenses en capital	9.424,7	9.624,1	2.359,0	2.323,2	2.191,6	2.422,1	2.471,3	2.539,2	3.624,6	2.859,2
Formation brute de capital fixe	5.384,2	5.717,4	1.345,4	1.362,9	1.347,7	1.390,7	1.396,1	1.582,9	1.435,1	1.562,6
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	37,5	34,2	10,3	10,0	9,3	8,6	8,5	7,8	9,0	9,2
Transferts en capital aux autres secteurs	4.003,0	3.872,5	1.003,3	950,3	834,6	1.022,8	1.066,7	948,5	2.180,5	1.287,4
Total Dépenses	162.100,0	172.426,4	39.396,2	41.116,8	42.325,2	43.378,0	41.876,1	44.847,3	46.407,0	46.087,4
Epargne brute	6.237,3	2.865,2	-1.339,9	6.873,9	-5.351,2	6.014,9	-1.996,1	4.197,3	-8.782,4	1.176,2
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-811,4	-4.228,7	-3.095,3	5.216,1	-6.894,8	4.211,7	-3.826,7	2.280,7	-11.851,8	-1.114,1
Solde primaire	12.167,5	8.941,9	207,8	8.460,2	-3.626,9	7.498,8	-573,3	5.643,0	-8.588,1	2.045,1
p.m. Capacité (+)/besoin de financement (-) selon la Procédure déficit excessif	-661,1	-4.060,5	-3.064,3	5.262,8	-6.857,4	4.250,9	-3.788,1	2.333,8	-11.789,9	-1.067,6
p.m. Impôts indirects (y compris les impôts cédés aux institutions de l'Union européenne)	44.598,2	45.177,1	10.778,6	12.160,7	10.699,2	11.619,2	10.945,4	11.913,3	9.969,1	11.128,5

6.2 EVOLUTION DES RECETTES ET DÉPENSES DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(pourcentages de variation par rapport à la période correspondante de l'année précédente, données brutes)

	2007	2008	2007		2008				2009	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Recettes										
Impôts directs	3,9	4,5	-3,3	6,4	8,8	6,2	4,3	0,7	-5,4	-13,5
Impôts indirects	2,5	1,4	4,6	-2,4	3,0	3,3	1,5	-2,0	-7,0	-3,8
Cotisations sociales effectives	5,9	5,6	5,8	5,8	4,6	5,5	7,7	4,9	2,7	0,4
Autres recettes	3,2	7,2	4,5	3,2	8,6	7,4	7,3	5,5	0,7	5,7
Total Recettes	4,0	4,3	2,2	3,5	5,7	5,5	4,8	1,7	-2,5	-5,5
Dépenses										
Rémunérations des salariés	3,9	5,6	3,8	3,0	3,2	4,2	6,5	8,5	7,0	5,6
Consommation intermédiaire et impôts payés	3,7	5,6	4,6	4,2	-1,1	8,6	4,6	10,8	-0,1	-0,2
Prestations sociales	5,0	7,3	5,0	5,2	5,4	6,8	7,9	9,1	9,2	8,1
Charges d'intérêts	1,8	1,5	1,8	2,7	1,8	2,0	-1,5	3,6	-0,1	-3,9
Autres dépenses	8,9	7,8	3,4	31,5	2,5	11,0	6,2	12,0	25,5	10,1
Total Dépenses	4,9	6,4	4,2	7,3	3,6	6,4	6,3	9,1	9,6	6,2

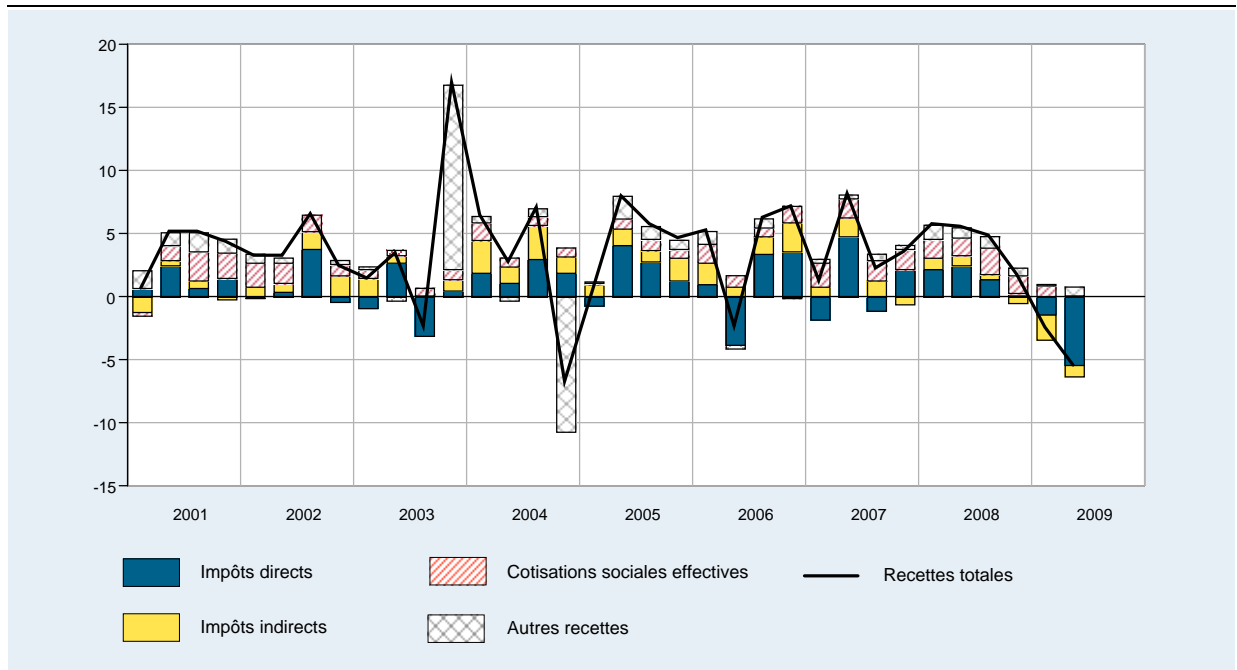
6.3 RECETTES ET DÉPENSES DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (DONNÉES CUMULÉES)

(millions d'euros, données brutes)

	2007	2008	2007		2008				2009	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Recettes										
Impôts directs	54.599,3	57.058,2	37.897,2	54.599,3	9.153,5	28.151,4	40.240,5	57.058,1	8.656,6	25.088,4
Impôts indirects	42.679,9	43.261,0	31.004,9	42.680,0	10.241,3	21.359,1	31.816,3	43.261,0	9.522,3	20.220,8
Cotisations sociales effectives	45.532,2	48.076,2	32.318,0	45.532,3	11.462,4	23.398,7	34.213,8	48.076,3	11.771,7	23.759,1
Autres recettes	18.477,2	19.802,3	13.735,5	18.476,9	4.573,2	10.111,0	14.799,0	19.802,2	4.604,6	10.460,3
Total Recettes	161.288,6	168.197,7	114.955,6	161.288,5	35.430,4	83.020,2	121.069,6	168.197,6	34.555,2	79.528,6
Dépenses										
Rémunérations des salariés	39.336,4	41.552,4	28.969,4	39.336,4	10.037,5	20.477,6	30.301,4	41.552,3	10.739,8	21.760,9
Consommation intermédiaire et impôts payés	12.035,9	12.709,7	9.019,2	12.036,0	3.145,8	6.279,9	9.368,1	12.709,8	3.142,3	6.270,4
Prestations sociales	74.797,0	80.248,5	56.062,9	74.797,0	19.629,1	40.144,9	59.803,9	80.248,5	21.426,2	43.597,1
Charges d'intérêts	12.978,9	13.170,6	9.734,7	12.978,8	3.267,9	6.555,0	9.808,4	13.170,7	3.263,7	6.422,9
Autres dépenses	22.951,8	24.745,2	17.197,1	22.951,9	6.244,9	12.245,8	18.297,5	24.745,3	7.835,0	14.443,1
Total Dépenses	162.100,0	172.426,4	120.983,3	162.100,1	42.325,2	85.703,2	127.579,3	172.426,6	46.407,0	92.494,4

GRAPHIQUE 3 RECETTES

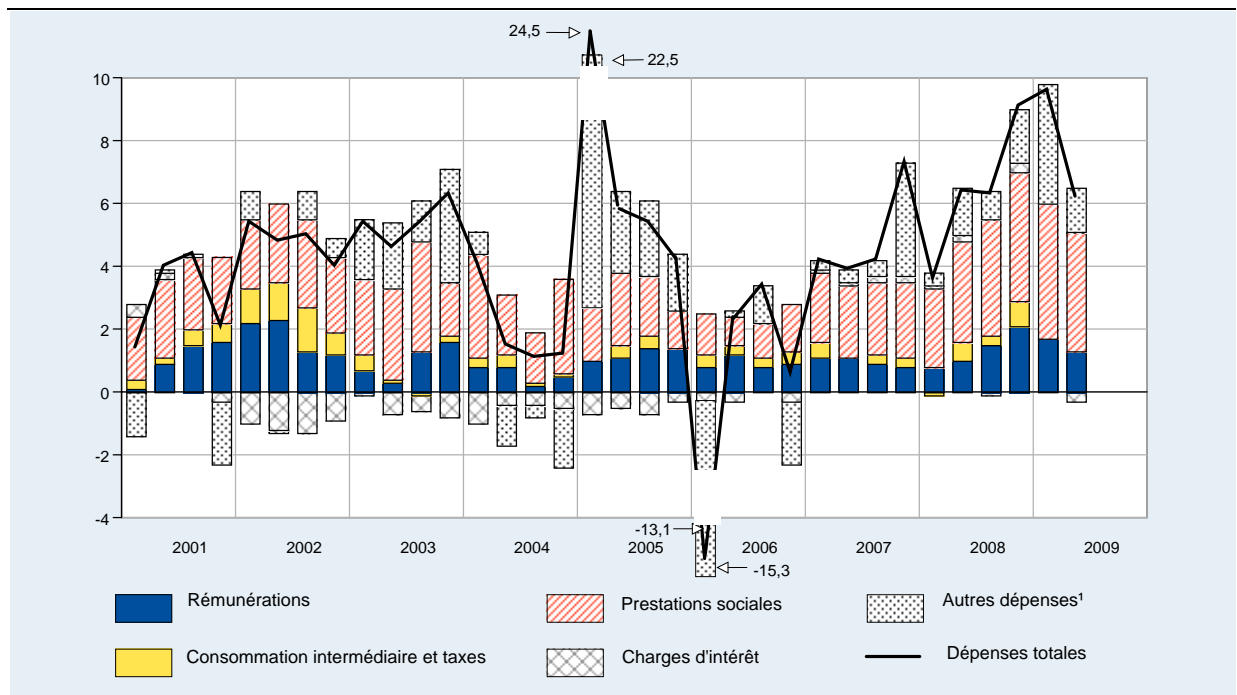
(points de pourcentages, donnée brutes)



Source: ICN

GRAPHIQUE 4 DÉPENSES

(points de pourcentages, donnée brutes)



Source: ICN

(¹) La forte hausse des "autres dépenses" au premier trimestre de 2005 et, en contrepartie, la forte baisse au premier trimestre de 2006, sont liées à la reprise de la majeure partie de la dette de la SNCB par le FIF (Fonds de l'infrastructure ferroviaire), qui relève du secteur des administrations publiques.

Publications de l'ICN et personnes de contact

L'Institut des comptes nationaux publie, outre les principaux agrégats, d'autres chiffres tirés des comptes nationaux et régionaux. La grande majorité des données sont diffusées en version papier mais elles sont toutes disponibles en format pdf via l'hyperlien:

<http://www.nbb.be/doc/DQ/F/planningPapPub.htm>

Les données chiffrées peuvent être obtenues via la banque de données interactive Belgostat online. Vous trouverez ci-dessous une brève description de chaque publication.

1. Comptes nationaux détaillés

La publication des comptes nationaux détaillés paraît à la fin du mois de septembre (une version papier est disponible vers fin octobre). Elle comprend des tableaux détaillés présentant la composition et la répartition du produit intérieur, les comptes de production et de revenus ainsi que l'emploi et les investissements par branche d'activité, les dépenses de consommation des ménages par produit, les comptes sectoriels, les dépenses, par fonction et par opération, des administrations publiques et les données concernant le stock de capital.

2. Comptes trimestriels et première estimation des comptes annuels

Les comptes trimestriels présentent les premières estimations des principaux agrégats et des comptes des administrations publiques. Ils paraissent quatre fois par an, 120 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Parallèlement aux résultats du quatrième trimestre paraît la première estimation des comptes annuels, qui est basée essentiellement sur les comptes trimestriels.

Les comptes trimestriels, totalement cohérents avec les comptes nationaux annuels, présentent les principaux agrégats à la fois selon les optiques dépenses, revenus et production. Ils incluent aussi les principaux soldes des comptes des secteurs. L'emploi, le volume de travail des salariés et la rémunération des salariés par branche d'activité sont également estimés.

Pour répondre à la demande de mettre à la disposition aussi rapidement que possible des chiffres se rapportant au dernier trimestre écoulé, une première estimation flash de la croissance du PIB est déjà publiée après 30 jours (environ 50 jours pour l'estimation du quatrième trimestre). Elle n'est toutefois pas ventilée en fonction des différentes composantes du PIB. Une première estimation de cette ventilation et des autres agrégats de l'économie est diffusée 70 jours après la fin du trimestre.

3. Comptes des administrations publiques

Les comptes trimestriels des administrations publiques sont diffusés en même temps que les principaux agrégats (voir point 2).

Les comptes annuels des administrations publiques font l'objet de deux estimations par an, dont les résultats sont diffusés sur le site internet de la Banque nationale de Belgique.

Au début du mois d'avril suivant l'année de référence, une première estimation est diffusée sous la forme de tableaux de recettes et dépenses des administrations publiques.

La seconde estimation, au mois de septembre, présente les comptes complets du secteur des administrations publiques ainsi que de ses sous-secteurs. Cette version présente les données nécessaires à l'étude des finances publiques et de leur interaction avec le reste de l'économie. Ces comptes sont intégrés dans la publication des comptes nationaux détaillés.

4. Tableaux ressources-emplois

Au début de chaque année, les tableaux ressources-emplois sont publiés. Ils reflètent la structure des coûts de production, du revenu qui est généré dans le processus de production et des flux de biens et de services qui résultent soit de la production intérieure, soit des importations et des exportations.

5. Comptes régionaux: agrégats par branche d'activité et compte des ménages

Au début de chaque année, les comptes régionaux sont publiés en mars. Ils ventilent par région, province et arrondissement plusieurs variables des comptes nationaux, avec lesquelles ils sont totalement cohérents.

Outre la rémunération des salariés et la valeur ajoutée régionales, la publication présente des données régionalisées relatives au nombre de personnes occupées et à la formation brute de capital fixe. La publication contient également des chiffres régionaux relatifs au compte du secteur des ménages. Il s'agit ici des principales variables du compte d'affectation des revenus primaires (rémunération des salariés et revenus de la propriété) et du compte de distribution secondaire du revenu (impôts, cotisations et prestations sociales et revenu disponible).

6. Séries historiques

La publication des séries historiques des comptes nationaux suivant le SEC 1995 a eu lieu en octobre 2002.

Ces séries historiques, qui couvrent la période 1970-1995, comprennent:

- la composition du produit intérieur brut selon les trois approches des comptes nationaux à prix courants et aux prix de 1995;
- la valeur ajoutée par branche d'activité (31 branches) à prix courants et aux prix de 1995;
- la rémunération des salariés par branche d'activité (31 branches) à prix courants;
- la dépense de consommation finale des ménages par produit (16 produits) à prix courants et aux prix de 1995;
- les comptes des secteurs;
- le stock de capital et investissements à prix courants et aux prix de 1995.

Toutefois, à l'exception du compte des administrations publiques, qui a été établi à partir de l'année 1970 selon le SEC 1995, les comptes de secteurs n'ont été rétro-polés que jusqu'en

1985. En effet, ce n'est qu'à partir de cette année que les principales sources d'information concernant les entreprises financières et non financières sont disponibles. Par ailleurs, le compte des sociétés financières n'a pas été rétroposé par sous-secteur.

7. Personnes de contact

– Méthodologie

Geert Detombe Tél. +32 2 221 30 40 Fax +32 2 221 32 30
e-mail: geert.detombe@nbb.be

– Optique production du PIB et tableaux des ressources-emplois

Hans De Dyn Tél. +32 2 221 30 38 Fax +32 2 221 31 43
e-mail : hans.dedyn@nbb.be

– Optique dépenses du PIB et stock de capital

Bertrand Jadoul Tél. +32 2 221 52 69 Fax +32 2 221 31 43
e-mail : bertrand.jadoul@nbb.be

– Comptes des secteurs

Catherine Rigo Tel. +32 2 221 44 08 Fax +32 2 221 32 30
e-mail : catherine.rigo@nbb.be

– Comptes des administrations publiques

Claude Modart Tél. +32 2 221 30 26 Fax +32 2 221 32 30
e-mail : claude.modart@nbb.be

– Comptes trimestriels, estimation flash et marché du travail

Isabelle Brumagne Tél. +32 2 221 28 77 Fax +32 2 221 31 07
e-mail : isabelle.brumagne@nbb.be

– Comptes régionaux

Monica Maesele Tél. +32 2 221 30 28 Fax +32 2 221 31 43
e-mail : monica.maesele@nbb.be

– Diffusion des séries (consultations en ligne)

Alexander Foket Tél. +32 2 221 30 45 Fax +32 2 221 32 30
e-mail : alexander.foket@nbb.be

Remarques générales

Les totaux indiqués dans les tableaux peuvent différer de la somme des rubriques en raison des arrondis.

Le site internet de la Banque nationale de Belgique présente le calendrier de publication des principales statistiques économiques établies par la Banque et l'ICN.

<http://www.nbb.be/app/cal/F/CalThema.htm>

En application du SDDS (IMF's Special Data Dissemination Standard), ce calendrier reprend également toutes les statistiques du SDDS. Les dates de publication sont celles qui ont été communiquées par les institutions qui établissent la statistique; certaines d'entre elles publient par leurs propres canaux des calendriers de publication de leurs statistiques plus détaillés que ceux mentionnés sur le site internet de la Banque.

Signes conventionnels

e	estimation
p	provisoire
-	la donnée n'existe pas ou n'a pas de sens
n.	non disponible
n.d.a.	non dénommé ailleurs
p.m.	pour mémoire
p.c.	pour cent
0 ou 0,0	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue

Liste des abréviations

ICN	Institut des comptes nationaux
ISBL	Institutions sans but lucratif
PIB	Produit intérieur brut
SDDS	Special Data Dissemination Standard (IMF)
SEC	Système européen des comptes

Commandes

Commandes et renseignements sur les abonnements et réductions: Banque nationale de Belgique, service Documentation - Publications, boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles.

Tél. +32 2 221 20 33 - Fax +32 2 221 30 42
documentation@nbb.be

Pour plus d'informations

Les personnes qui désirent plus d'informations sur le contenu, la méthodologie, les méthodes de calcul et les sources peuvent se mettre en rapport avec le service Comptes nationaux & régionaux et conjoncture de la Banque nationale de Belgique.

Tél. +32 2 221 30 40 - Fax +32 2 221 32 30
nationalaccounts@nbb.be

Banque nationale de Belgique
Société anonyme
RPM Bruxelles — Numéro d'entreprise: 0203.201.340
Siège social: boulevard de Berlaimont 14 — BE-1000 Bruxelles
www.nbb.be

Éditeur responsable

Rudi Acx

Chef du département Statistique générale

© Illustrations: Banque nationale de Belgique

Mise en pages: BNB Statistique générale
Couverture: BNB TS — Prepress & Image

Publié en octobre 2009